



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES














VETEMENTS DE TRAVAIL ET DE HAUTE VISIBILITE, EPI ET CHAUSSURES POUR LES AGENTS DE LEFF ARMOR COMMUNAUTE

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 30 juillet 2025 à 12:00

Leff Armor Communauté
Moulin de Blanchardeau - CS 60036
22290 LANVOLLON
Tél : 02.96.70.17.04

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	VETEMENTS DE TRAVAIL ET DE HAUTE VISIBILITE, EPI ET CHAUSSURES POUR LES AGENTS DE LEFF ARMOR COMMUNAUTE
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	2
	Délai de validité des offres	4 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	4
1.6 - Renouvellement	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes	5
2.4 - Développement durable	5
2.5 - Plan de progrès	5
3 - Conditions relatives au contrat	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Contenu du dossier de consultation	6
5 - Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 - Documents à produire	6
5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Transmission sous support papier	10
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures	10
7.2 - Attribution des accords-cadres	10
7.3 - Suite à donner à la consultation	11
8 - Renseignements complémentaires	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
8.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

VETEMENTS DE TRAVAIL ET DE HAUTE VISIBILITE, EPI ET CHAUSSURES POUR LES AGENTS DE LEFF ARMOR COMMUNAUTE

Lieu(x) d'exécution :

22290 Lanvollon

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	LOT 1 : Vêtements de travail et de haute sécurité, EPI
02	LOT 2 : Chaussures et bottes

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
01	18100000-0	Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires
02	18800000-7	Articles chaussants

1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Produits issus du réemploi ou de la réutilisation et produits fabriqués à partir des matières recyclées :

Dans le cadre de la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGECE), les collectivités territoriales sont tenues de respecter des objectifs d'achats responsables et d'acquérir une proportion minimale de produits issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées au sens de l'article L.541-1-1 du Code de l'Environnement.

Sous réserve d'évolution réglementaire, pour l'acquisition de produits textiles, à l'exception des équipements de protection individuels, la part du montant hors taxes sur une année civile, doit représenter les pourcentages suivants, qui sont cumulables, sans double comptage :

	% issu du réemploi ou de la réutilisation	% intégrant des matières recyclées
2024-2026	8%	20%
2027-2030	15%	25%

Afin de permettre au pouvoir adjudicateur de respecter ces objectifs, les candidats devront renseigner les cases prévues à cet effet dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

La part et la diversité des produits relevant du réemploi, ou intégrant des matières recyclées, dans l'offre est prise en compte dans la notation des offres, au titre du critère environnemental précisé à l'article 7.2 du présent règlement de consultation.

Ecolabels :

Le candidat pourra également valoriser d'autres éléments à caractère environnemental (écolabel, certifications etc.), en l'indiquant au BPU.

Les fiches techniques et justificatifs de certifications doivent être fournis à la collectivité.

2.5 - Plan de progrès

Le pouvoir adjudicateur a décidé de s'inscrire dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre. A ce titre, le pouvoir adjudicateur et le titulaire élaboreront conjointement un plan de progrès au cours de la phase d'exécution des prestations, et ce dans les conditions définies au CCAP.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non
Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) et ses annexes	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) valant détail quantitatif estimatif (DQE)*	Non
Le catalogue des prix fournisseur	Non

Le mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat spécifique aux exigences mentionnées au CCTP : - Fiches techniques de tous les produits proposés au BPU, - Descriptif de la qualité du service, - Une présentation de l'entreprise, de l'équipe commerciale et administrative, des modalités de commande et de livraison... - Planning de prise de mesure, livraison, essayages.	Non
Echantillons prévus au BPU	

*A noter que le titulaire devra préciser au BPU si les articles proposés sont issus du réemploi ou de la réutilisation ou s'ils sont fabriqués à partir de matières recyclées, et dans ce cas, en préciser le pourcentage concerné.

Les articles ne répondant pas à ces critères sont considérés comme des produits neufs standard.

Le titulaire indique également dans la colonne prévue à cet effet du BPU, si l'article dispose d'un écolabel.

Pour chaque article proposé issu du réemploi, de la réutilisation, ou disposant d'un écolabel, le candidat fournit un justificatif prouvant qu'il répond aux exigences de la catégorie mentionnée.

5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes

Le candidat devra fournir à l'appui de son offre, des échantillons des articles et tailles mentionnés dans la colonne « ECHANTILLONS SOUHAITES » du BPU/DQE.

Les échantillons seront adressés, avant la date limite de remise des offres, pendant les heures d'ouverture du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h, à l'adresse suivante :

LEFF ARMOR COMMUNAUTE
Service commande Publique
Moulin de Blanchardeau
CS 60036
22290 LANVOLLON

Chaque échantillon devra être identifié de la manière suivante :

- Nom du candidat,
- Désignation exacte de l'article,
- Numéro de prix et référence de l'article,
- Marque
- Fiche technique et descriptive.

L'offre de prix devra correspondre obligatoirement à l'échantillon déposé.

Ces échantillons seront mis à disposition de la collectivité durant la phase d'analyse. Les candidats non retenus devront, dans un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle ils auront été informés du rejet de leur offres, venir retirer leurs échantillons. Les opérations de retrait seront à leurs frais.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence des échantillons demandés, leur offre sera déclarée irrégulière.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

LEFF ARMOR COMMUNAUTE
Commande publique
Moulin de Blanchardeau
CS 60036
22290 LANVOLLON

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : TXT, RTF, DOC (Word), XLS (Excel), PPS et PPT (Powerpoint), PDF, JPG, GIF. Pour les plans : DXF et DWG. Le candidat devra s'assurer que ses logiciels informatiques permettent la lecture de ces types de formats

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

De trop nombreux fichiers sont inexploitable du fait de leur nommage Il est précisé que le nommage des fichiers transmis DOIT RESPECTER les règles suivantes :

- Ne pas utiliser d'accents, de cédille, de caractères spéciaux ou espace
- Utiliser le "underscore" (tiret du 8) "_" entre les termes pour remplacer les espaces
- Limiter le nombre de caractères
- Éviter les arborescences supérieures à 3 niveaux

La signature électronique des documents n'est pas exigée au moment du dépôt (seul le contrat sera signé à l'attribution par l'attributaire).

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations : Np = 50 (pmin x px) Pmin : Prix total du DQE le plus faible Px : Prix total du DQE de l'offre considérée	50.0
2-Valeur technique : o Analyse des fiches produits : 15 points o Echantillons (test): 15 points o Proposition de produits conformes aux disposition de la loi AGECE: 10 points o Modalités de mise en pratique du plan de progrès: 5 points o Qualité de service (commande, délai, livraison): 5 points	50.0

Méthode(s) de notation des offres :

Note sur 5 points

Absence d'information = 0 point

Information présente mais très insuffisante par rapport aux exigences du marché = 1 point

Information présente mais insuffisante par rapport aux exigences du marché = 2 points

Information présente répondant moyennement aux exigences du marché = 3 points

Information présente répondant de manière satisfaisante aux exigences du marché = 4 points

Information présente répondant de manière très satisfaisante aux exigences du marché = 5 points

Note sur 10 points

Absence d'information = 0 point

Information présente mais très insuffisante par rapport aux exigences du marché = 1 à 2 points

Information présente mais insuffisante par rapport aux exigences du marché = 3 à 4 points

Information présente répondant moyennement aux exigences du marché = 5 à 6 points

Information présente répondant de manière satisfaisante aux exigences du marché = 7 à 8 points

Information présente répondant de manière très satisfaisante aux exigences du marché = 9 à 10 points

Note sur 15 points

Absence d'information = 0 point

Information présente mais très insuffisante par rapport aux exigences du marché = 1 à 3 points

Information présente mais insuffisante par rapport aux exigences du marché = 4 à 7 points

Information présente répondant moyennement aux exigences du marché = 8 à 10 points

Information présente répondant de manière satisfaisante aux exigences du marché = 11 à 13 points

Information présente répondant de manière très satisfaisante aux exigences du marché = 14 à 15 points

Les notes attribuées selon les méthodes décrites ci-après sont ensuite pondérées selon le coefficient de pondération puis additionnées pour obtenir un total pondéré qui sert de base au classement des offres.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes

3 Contour de la Motte

35044 RENNES CEDEX

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Recours demandant la résiliation du contrat (recours de pleine juridiction prévu par la décision du Conseil d'Etat du 30 juin 2017 SMPAT, n°398445).